



MOTION

Appel aux citoyennes et citoyens européens!

e

**CONGRÈS
STATUTAIRE**

19/20 NOVEMBRE 2018





CONGRÈS STATUTAIRE

19/20 NOVEMBRE 2018



Appel aux citoyennes et citoyens européens! L'Europe est en état d'alerte!

11. November 2018 • Reprenons notre avenir en main

Pour une coopération permanente et des actions convergentes entre les forces de gauche, vertes et progressistes en Europe

Des millions d'Européennes et Européens ont souffert et souffrent encore des attaques du capital prédateur qui promeut des changements dans les droits du travail, sociaux, économiques et institutionnels dans l'objectif de mettre fin aux conquêtes historiques de la classe ouvrière et des couches populaires afin d'imposer une société autoritaire, précaire, non réglementée, sans droits sociaux, sans droit du travail, sans droits pour les citoyens.

À cet égard, celles et ceux d'entre nous qui se sont réunis à Bilbao les 9, 10 et 11 novembre 2018, lors du deuxième Forum Européen des forces de gauche, vertes et progressistes, appellent les peuples de toute l'Europe à être en alerte et mobilisés.

Nous sommes en alerte contre les dégâts sociaux et les inégalités qui déchirent toujours plus nos sociétés et que les politiques d'austérité et de mise en concurrence des travailleurs, au service des profits, aggravent.

Nous sommes en alerte contre l'accumulation de richesses dans les mains de quelques-uns alors que la précarité et la pauvreté progressent partout en Europe.



Nous appelons à travailler et agir ensemble pour faire converger nos énergies dans la durée, parce que nous avons conscience que les peuples d'Europe sont confrontés à des défis historiques inédits, qu'aucune de nos forces ne relèvera seule.

Des forces nombreuses et diversifiées travaillent ensemble pour ouvrir la voie d'un autre avenir, d'un autre mode de développement que ce capitalisme brutal et décadent.

À un moment où nous sommes confrontés à un Brexit plein d'inconnues pour les citoyens britanniques et pour les non-Britanniques vivant et travaillant en Grande-Bretagne, ainsi qu'à des élections au Parlement Européen qui vont probablement changer les rapports de force au sein de l'Union Européenne, il est urgent que ces forces travaillent ensemble de manière plus active pour que les peuples d'Europe fassent entendre que cette autre voie est possible : celle du progrès social pour toutes et tous, de la démocratie, de la paix, du respect de l'égalité entre femmes et hommes, et plus largement entre tous les individus, celle d'un développement durable du point de vue environnemental et d'une croissance économique qui profite à toutes et tous. Nous voulons permettre à ces forces populaires d'unir leurs énergies.

Sur la base de ces défis communs, et dans la lignée de l'appel du 1^{er} Forum Européen des forces de gauche, vertes et progressistes lancé à Marseille en novembre 2017, nous décidons de poursuivre dans ce forum notre travail de constitution d'un espace permanent de convergence au niveau européen.

Nos forces sont diverses, qu'elles soient ancrées dans l'histoire des combats du mouvement ouvrier, antifasciste, internationaliste, dans celle des luttes environnementales, émancipatrices, ou qu'elles émergent des mobilisations sociales, nous avons beaucoup en commun et nous avons aussi des différences.

Nous ne nions pas ces différences et chacune de nos forces sont et demeurent pleinement souveraines dans leurs choix. L'objectif est de faire en sorte que ces différences n'empêchent pas la poursuite de l'objectif commun de ce forum, visant à fournir un cadre qui offre aux forces politiques, sociales, syndicales et citoyennes la

possibilité de partager leurs idées, de les mettre en débat, de dégager des axes communs d'action politique, d'encourager la mobilisation des citoyens aux niveaux national et européen et de promouvoir partout la coopération politique entre les forces de gauche, vertes et progressistes, y compris au sein du Parlement de l'Union Européenne.

Nous proposons de préparer le troisième forum qui sera organisé dans le cadre d'actions conjointes que nous nous engageons à développer en 2019. Il existe de nombreux fronts d'action potentiels. Cette année, nous proposons de joindre nos forces et de nous concentrer sur quatre axes fondamentaux :

1. La réorientation des immenses richesses créées en Europe pour un nouveau modèle de développement social et écologique

L'inégalité et la pauvreté continuent d'augmenter en Europe, pendant que les banques, le secteur financier et les multinationales se gavent à un moment où des progrès sociaux et économiques sont nécessaires de toute urgence.

Dans l'Union Européenne, le PIB de l'Europe est de 17 000 milliards d'euros. Et pourtant, les inégalités et la pauvreté explosent. Depuis 2009, la BCE a injecté près de 5 000 milliards d'euros dans l'économie de cette région, pendant que l'évasion fiscale, sur le même territoire, représente près de 1 000 milliards d'euros. Cet argent devrait être réorienté pour les besoins sociaux, financer les services publics et l'écologie, ainsi que pour soulager l'insoutenable des dettes souveraines.

Ainsi, en tant que mouvements progressistes et de gauche, nous défendons le droit à un travail décent pour toutes et tous, avec le plein emploi, avec des conditions de travail de qualité, des salaires suffisants, la sécurité, une protection sociale, sans discrimination, avec une égalité entre femmes et hommes.

Nous proposons que la richesse et le pouvoir des pays servent à favoriser le développement d'une vie digne sans discrimination fondée sur le sexe, l'expression ni sur l'identité sexuelle ou affective.

Notre appel:

Nous proposons d'établir de nouveaux critères sur la manière de dépenser de l'argent en Europe en faveur d'une transformation des structures productives et d'un nouveau modèle de développement social et écologique basé sur une convention-cadre proposant un nouveau modèle économique et productif. C'est pourquoi nous avons proposé d'ouvrir un débat sur la création d'une COP européenne financière, fiscale et budgétaire, similaire à la COP sur le changement climatique.

2. La défense et la promotion de l'égalité femmes-hommes

Les droits des femmes doivent être défendus. L'un des piliers sur lesquels repose l'hégémonie du libéralisme est le patriarcat, fondé sur des valeurs idéologiques qui relèguent les femmes à un rôle secondaire dans la société, normalisant l'écart salarial ou n'impliquant pas l'éradication de la violence sexiste à la racine, telle que le trafic de femmes ou de mineures à des fins d'exploitation sexuelle. Ces situations d'inégalité et de discrimination, entre autres, maintiennent et soutiennent ce système qui subordonne et soumet les femmes. De plus, nous devons mettre fin aux discriminations à l'encontre des personnes LGBTIQ.

Le manque de solidarité, d'égalité et d'équité ne font qu'engendrer davantage d'inégalités, de discriminations et de violences qui affecteront davantage celles et ceux qui ont déjà été victimes de la crise économique, fiscale et politique.

Nous sommes convaincus qu'il n'y aura pas de véritable démocratie tant que les femmes ne vivront pas libres, sans violence et dans l'égalité des droits avec les hommes. Pour cette raison, la lutte contre le patriarcat est fondamentale pour la construction d'un nouveau projet de société qui place la valeur de la vie des personnes au-dessus des bénéfices des marchés.

La répartition équitable du travail productif et dans tous les domaines de la vie est fondamentale pour la reconnaissance des droits sociaux et du travail qui empêchent tous les types d'exploitation des femmes.

Notre appel :

Partant de ces postulats, à ce Forum Européen des forces de gauche, progressistes et écologistes, nous avons entrepris d'élaborer un protocole pour l'égalité des sexes qui suppose l'intégration complète des femmes dans le monde du travail et des hommes dans les tâches familiales et qui vise à réduire les inégalités et à assurer l'égalité des sexes dans tous les domaines de la vie.

3. La paix et la sécurité collective

La relance des dépenses militaires et de la course aux armements dans la lignée des objectifs de l'OTAN est un facteur de risque grave pour la paix. Les principes de sécurité collective, tels qu'ils sont définis dans la charte de l'ONU, sont menacés. Les politiques de Donald Trump mettent également sous tension l'Europe toute entière. La question des relations entre toutes les nations européennes et les régions environnantes doit être repensée sur la base de ces principes.

Notre appel :

Nous proposons d'organiser des débats citoyens dans toute l'Europe pour promouvoir l'idée d'une conférence pan-européenne pour la paix et la sécurité collective. Cela permettra de rassembler les peuples de tout le continent pour rejeter la course vers la guerre en faveur d'un monde pacifique et sûr !

Cela devrait permettre des accords contraignants avec une norme unique en matière d'asile et de protection du droit international au moyen d'une politique de migration fondée sur la solidarité et la responsabilité, garantissant des voies de passage sûres à travers la Méditerranée. Nous devons bâtir des réponses fondées sur la solidarité, telle que la réforme du système de Dublin. Les politiques d'hospitalité ne sont pas une question de pitié, mais sont une partie fondamentale de toute action redistributive.

4. La démocratie et le respect de la souveraineté populaire

Une société démocratique est une société qui répond et protège les besoins de ses citoyens, ayant la capacité d'écouter et d'agir dans l'intérêt collectif.

C'est pourquoi nous considérons que le principal fondement qui définit l'Union Européenne est la faiblesse de démocratie dans son fonctionnement. Les orientations néo-libérales des traités sont imposées sans le consentement des peuples et parfois contre leurs volontés. Par exemple, la BCE fonctionne sans aucun contrôle démocratique. Ceci est combiné à l'intergouvernementalisme asymétrique, aux politiques conduites par des majorités conservatrices et aux critères de certaines des institutions européennes, qui sont également une attaque contre la démocratie.

Ce qui domine en Europe, que l'on soit ou non dans l'Union européenne, ce n'est pas la coopération, c'est la mise en concurrence et l'autoritarisme.

Aujourd'hui, il y a même des pays pour revendiquer l'« illibéralisme », autrement dit le libéralisme sans la démocratie. Les forces réactionnaires et d'extrême droite doivent être combattues sans relâche et sans aucun compromis puisque le pluralisme et la démocratie sont des piliers essentiels pour les peuples européens et les nations.

Notre appel :

Pour un autre avenir en Europe, le défi à relever est celui de savoir conjuguer le respect de la souveraineté populaire, la coopération entre les peuples et les nations ainsi que la mise en commun des ressources pour atteindre des objectifs sociaux et environnementaux partagés. Notre objectif est de lutter pour une Europe qui soit une démocratie pleinement coopérative, solidaire, égalitaire et socialement avancée. Nous appelons à renforcer la souveraineté populaire en lançant une nouvelle charte de la démocratie souveraine en Europe.